

Agir contre la relégation urbaine et pour le droit à la ville

Entretien avec Serge Allou, 11/05/10

Alexis Sierra

**Édition électronique**

URL : <http://echogeo.revues.org/11897>
DOI : 10.4000/echogeo.11897
ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique
(CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Alexis Sierra, « Agir contre la relégation urbaine et pour le droit à la ville », *EchoGéo* [En ligne], 12 | 2010, mis en ligne le 31 mai 2010, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/11897> ; DOI : 10.4000/echogeo.11897

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Agir contre la relégation urbaine et pour le droit à la ville

Entretien avec Serge Allou, 11/05/10

Alexis Sierra

- 1 Serge Allou, ancien directeur du Groupe de Recherche et Echanges Technologiques (GRET) (2000 - 2006), expert, professeur associé à l'Institut Français d'Urbanisme responsable du cursus « Expertise internationale - Villes en développement », a représenté le GRET au V^e Forum Urbain Mondial à Rio.
- 2 Le GRET www.gret.org est une ONG créée en 1976. Elle a pour but de mettre en œuvre des projets de développement financés par des bailleurs de fonds publics et privés, de réaliser des expertises et des évaluations, de produire et diffuser des connaissances sur les pratiques de développement. Elle emploie près d'une centaine de personnes salariées et volontaires. Elle travaille sur une quarantaine de pays. Elle se divise en 6 pôles d'activités : 4 sont sectoriels (services essentiels, microfinance et micro-entreprise, ...) et 2 transversaux. Le programme urbain est inclus dans le pôle transversal « Développement institutionnel, acteurs, territoires ».
- 3 - Alexis Sierra (AS). Serge Allou, bonjour. Au GRET, vous êtes responsable de programmes sur les questions urbaines dans les pays du Sud. Comment en êtes-vous venu à travailler sur la ville et sur l'urbain dans ces pays ?
- 4 - Serge Allou (SA). Après avoir fait l'ESSEC où quelques cours étaient proposés sur le développement urbain et les collectivités locales, j'ai réalisé une thèse en études politiques sur la production de connaissances sur la ville. J'analysais l'importation de savoirs sur l'urbain provenant de différentes sciences (biologie, linguistique, économie) pour savoir comment se construit un savoir théorique sur l'espace urbain.
- 5 - AS. Vous n'aviez pas inclus la géographie dans votre recherche.
- 6 - SA. De manière surprenante, non. A l'époque, j'avais choisi des corpus disciplinaires et des théories que je considérais comme stabilisés et dont on pouvait précisément observer l'importation par analogie dans le champ urbain.

- 7 - AS. Comment en êtes-vous venu à travailler sur les villes du Sud ?
- 8 - SA. A l'EHESS, j'ai rencontré Emile Lebris, géographe à l'Orstom. Il m'a proposé de faire mon service militaire en coopération en Equateur au sein d'une ONG, Ciudad. J'y ai travaillé sur les dynamiques des villes intermédiaires. Puis j'ai rejoint l'Institut Français d'Etudes Andines alors dirigé par le géographe Jean-Paul Deler. J'étais responsable d'un programme de recherche sur la décentralisation et le développement municipal à Lima en partenariat avec le CIDAP, une autre ONG. A ce moment-là (milieu des années quatre-vingts) la question urbaine apparaît dans les agendas internationaux et comme problématique des organismes de développement. 1987 est l'année internationale du logement des sans-abri. Avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères, le GRET lance en 1988 un programme « solidarité-habitat » qui vise à promouvoir la coopération non-gouvernementale et décentralisée dans les domaines de l'habitat et du développement urbain. J'ai été recruté. Il fallait mobiliser les acteurs, monter des projets. J'ai été à la fois « entremetteur et youpala » ! « Entremetteur » car il fallait construire des relations, un réseau entre acteurs du Nord et du Sud ; « youpala » : j'accompagnais ces acteurs pour faire leurs premiers pas en coopération jusqu'à ce qu'ils puissent agir sans notre appui. Ce programme a duré jusqu'en 1996. A cette date, nous avons monté des projets urbains, en partenariat avec plusieurs ONG françaises et africaines dans le cadre d'un programme prioritaire sur le développement urbain, et j'ai aussi travaillé au Maroc avec le PNUD sur le thème de la lutte contre la pauvreté en milieu urbain. J'ai ensuite été élu directeur du GRET, mandat que j'ai exercé pendant six ans. Depuis, je réalise des expertises et des missions sur des questions de politiques publiques de développement et de coopération, en tentant autant que faire se peut de développer l'action du GRET dans le domaine urbain.
- 9 - AS. Quelles sont les compétences disciplinaires mobilisées au GRET ?
- 10 - SA. Le GRET emploie des ingénieurs agronomes, des sociologues, des politologues, des diplômés des écoles de commerce. Nous accueillons également des étudiants en stage au niveau master et des doctorants. C'est parmi ces derniers qu'on peut trouver des géographes.
- 11 - AS. Aujourd'hui quelle est l'action du GRET sur l'urbain ?
- 12 - SA. Le GRET a développé des projets urbains en tant que tels sur une douzaine de pays. L'un de nos objectifs majeur est de lutter contre la relégation urbaine d'où l'intérêt que nous avons à réfléchir à la notion de droit à la ville, à ce qu'elle signifie pour notre action.
- 13 - Nous ne voulons pas simplement agir dans la ville mais sur la ville. L'enjeu est de travailler à partir des plus démunis pour leur accès à la ville, c'est-à-dire sur les différentes dimensions de la société urbaine et non pas secteur par secteur. Le projet initiateur avait été celui de Fortaleza (Brésil), du milieu des années quatre-vingt au milieu des années quatre-vingt-dix et qui avait été primé comme un des dix meilleurs programmes à la conférence Habitat II à Istanbul. Il combinait accès au logement et accès à l'emploi avec la mise en place d'une école de planification urbaine en collaboration avec des représentants de quartiers populaires (cf. programme *Comunidades*). A la suite, plusieurs projets en sont issus avec d'autres municipalités. Ils ont largement inspiré le programme Twizé que nous avons développé en Mauritanie à Nouakchott et à Nouadhibou jusqu'à l'an passé. Ce programme combine cette fois-ci quatre dimensions : l'accès au logement, la formation et l'accès à l'emploi, l'accès aux ressources financières et le développement communautaire de quartiers. En une dizaine d'années, il a débouché

notamment sur la réalisation de 7000 logements, d'une institution de micro-finance, la formation d'artisans, le soutien à des micro-entreprises. Nous venons de lancer un travail de capitalisation collective de ce programme qui débouchera sur la parution d'un ouvrage l'an prochain.

- 14 - AS. Pensez-vous que la problématique urbaine soit portée politiquement ?
- 15 - SA. Non pas vraiment et moins encore pour les villes du Sud. Par certains aspects, l'urbain est même en repli. Dans les institutions comme le MAEE ou la Commission européenne, il n'y a pas de guichet *ad hoc* pour financer des projets urbains. Les financements, les appels d'offre, restent sectorisés.
- 16 L'Agence Française de Développement (AFD), a pris le relais du département urbain du Ministère de la Coopération et développe aujourd'hui des modalités d'intervention sur la ville. Elle dispose de très peu de subventions et intervient pour l'essentiel sous forme de prêts. L'AFD développe donc des partenariats avec des acteurs qui ont des ressources. Elle appuie ainsi beaucoup les programmes mis en œuvre par des municipalités de métropoles régionales ou nationales de pays émergents. Sous cet angle, les projets urbains deviennent un intérêt et un enjeu de coopération. Cela dit, les appels d'offre spécifiquement urbains restent peu nombreux. Sur la ligne ONG, l'AFD a lancé cette année un appel à projets dans le domaine urbain pour un montant de 1,5 million d'euros...
- 17 Il y a également un paradoxe tout à fait visible à Rio : l'urbain est l'objet d'une grande manifestation internationale, avec des délégations importantes comme celle de la France avec 120 personnes et pourtant il mobilise peu de ressources nationales.
- 18 - AS. Au Forum Urbain Mondial, vous avez participé à une table ronde des ONG sur le thème du « droit à la ville ». Quelle est pour vous la signification de ce « droit » ?
- 19 - SA. Nous étions la seule ONG du Nord présente à cette table ronde. Nous partons d'un constat d'injustice : l'approfondissement des inégalités internes à la ville, le creusement des inégalités entre métropoles et villes secondaires, l'inégalité face aux risques environnementaux entre riches et pauvres, l'insuffisante prise en compte des populations dans la construction de nouveaux projets de ville. Affirmer le « droit à la ville » dans ce contexte a trois effets principaux :
 - Cela donne une force particulière à la revendication des mouvements sociaux et ouvre un espace politique par rapport à la satisfaction des besoins
 - Cela fixe un but, l'aspiration à une législation qui impose la satisfaction de ce droit
 - Cela conduit à s'attacher à renforcer les capacités d'influence des acteurs sociaux et légitime l'accompagnement et la construction de politiques publiques urbaines
- 20 Notre objectif est à la fois d'accompagner la mise en œuvre de projets qui luttent contre les inégalités d'accès à la ville et de travailler à mieux comprendre les effets des actions à travers des études d'impact des programmes menés. Le « droit à la ville » implique une action sur les pouvoirs avec pour nous l'objectif de renforcer les capacités d'influence (*empowerment*), les compétences (*capacity building*) et les droits (*entitlement*) des acteurs sociaux. Notre action doit également associer les pouvoirs publics pour faire évoluer les cadres réglementaires et renforcer l'assistance aux maîtrises d'ouvrage. Notre objectif est d'accompagner la construction de projets de ville qui prennent en compte les différents acteurs.
- 21 - AS. Quel sens a pour vous la partition Nord-Sud ? Dans un contexte de mondialisation et de métropolisation, existe-t-il toujours des villes du Nord et des villes du Sud ?

- 22 - SA. Oui ! Les différences entre villes du Sud et villes du Nord tiennent pour moi à trois aspects principaux : l'ampleur des phénomènes de relégation (ils concernent souvent la majorité de la population dans les villes du Sud) ; la faiblesse des acteurs et des politiques publiques (les politiques publiques précèdent les projets dans les villes du Nord, les projets doivent contribuer à construire les politiques dans les villes du Sud) ; l'incroyable force d'action et de proposition des populations marginalisées, quand elles parviennent à s'organiser, dans la production et la gestion des villes du Sud.
- 23 - AS. Merci Serge Allou et bon vent dans vos projets !

AUTEUR

ALEXIS SIERRA

Alexis Sierra est maître de conférence, géographe et membre de l'UMR PRODIG
alexisierra2001@yahoo.fr